



GESTION DE LA PANDÉMIE, LE GOUVERNEMENT EST COUPABLE

sante-secu-social.npa2009.org

Les discours lénifiants du 1er ministre sont trompeurs, le covid-19 circule avec des disparités locales mais à un niveau élevé sur le territoire et le variant anglais beaucoup plus contagieux représente désormais 60 % des contaminations. D'autres variants, sud africain, brésilien... sont très infectieux et se répandent sur le territoire. Conséquence : « Les hôpitaux sont toujours soumis à une forte pression » comme est obligé de le reconnaître Jean Castex qui refuse malgré ce constat de leur donner des moyens humains et matériels supplémentaires dont ils auraient tant besoin.

INCOMPÉTENCE ET AUTORITARISME

Macron a rejeté la responsabilité de la crise sur des comportements individuels, mais c'est bien lui et son gouvernement qui ont laissé la population s'entasser dans les transports en commun pour des activités professionnelles non essentielles à la vie de tous les jours, donc pour continuer à réaliser du profit tout en interdisant l'accès à des loisirs comme le cinéma et le théâtre. Maintenant il veut prendre des sanctions contre les soignantEs qui refusent de se faire vacciner plutôt que de les convaincre de cette nécessité. Il veut aussi diviser la population entre celles et ceux qui pourront circuler partout en attribuant un passeport vaccinal à ceux qui auront eu la possibilité de pouvoir se faire vacciner et en le refusant à tous les autres. Et nous apprenons maintenant une nouvelle défaillance du gouvernement : la ministre de l'industrie a reconnue le 3 mars que la production des vaccins est maintenant ralentie par un manque de matériel, notamment des flacons et de personnel.

Macron a choisi de se nommer Jupiter, le dieu qui a un caractère impérieux et dominateur. Ça lui va très bien, confronté à la crise sanitaire, il n'a su mener qu'une politique autoritaire : le confinement général de toute la population, le couvre-feu puis les confinements locaux. Devant la crainte résultant du mécontentement justifié de la population il hésiter maintenant à réinstaurer le confinement ce qu'il pourrait

être obligé d'établir à cause essentiellement de sa politique défaillante.

LA POSSIBILITE DE LEVER LES ENTRAVES À LA FABRICATION DES VACCINS REFUSÉE PAR MACRON ET LES GOUVERNEMENTS OCCIDENTAUX

La vaccination est le meilleur moyen de se protéger et d'arrêter la propagation qui ne ralentit et ne s'arrête que lorsqu'un nombre suffisant de personnes sont vaccinées et que l'immunité devient donc collective. Mais début mars seulement 5% de la population habitant en France a été vaccinée, et le pouvoir ne s'est pas inquiété des grandes disparités sociales, en Seine Saint-Denis par exemple seulement 2 % a pu bénéficier de cette vaccination contre le coronavirus. Il porte donc une grande part de responsabilité dans la mort de près de 90 000 personnes à cette date.

Sa responsabilité est d'autant plus engagée qu'il a empêché la production des vaccins. Le code de la propriété industrielle donne aux laboratoires de l'industrie pharmaceutique un monopole de la fabrication dans le monde entier. Ainsi lorsqu'ils détiennent le brevet d'un vaccin ils bénéficient du monopole de leur fabrication et de leur vente, ce qui leur permet de réaliser d'énormes bénéfices.

Une disposition « la licence d'office » permet aux gouvernements de suspendre ces brevets lorsque les conditions sanitaires l'exigent et donc autorise la production des vaccins sans cette entrave. Et en France la loi sur l'état d'urgence sanitaire du 22 mars 2020 donne la possibilité au pouvoir de prendre « toute les mesures permettant la mise à disposition des patients de médicaments appropriés pour l'éradication de la catastrophe sanitaire » et de « réquisitionner tous les biens et services nécessaire à la lutte contre cette catastrophe ».

En Mai 2020 Macron annonçait « que le vaccin sera

un bien public mondial, c'est à dire qu'il n'appartient à personne, mais appartient à tous » En février ce bonimenteur répète « qu'on doit absolument assurer l'accès mondial aux vaccins » mais en affirmant en même temps le contraire : « il est normal quand quelqu'un innove qu'il ait une propriété industrielle, il refuse ainsi d'imposer aux milliardaires de l'industrie pharmaceutiques l'abandon de leurs passe-droits et la réquisition. Sous le capitalisme, le profit vaut plus que la santé !

BREVETS SUR LES VACCINS, STOP ! REQUISITION

Une centaine de personnalités et 48 organisations syndicales et associatives ont lancé une pétition « brevets sur les vaccins, stop ! Réquisition ». Son

objectif est de créer une forte mobilisation. Ses initiateurs se sont réunis avec des scientifiques et des militant.e.s qui ont lancé d'autres appels comme l'Initiative Citoyenne Européenne. Un texte unitaire « pour défendre le bien commun, il faut libérer la production des vaccins » pose la question des brevets et l'exigence de la réquisition.

À la date anniversaire de la déclaration officielle de la pandémie par l'Organisation Mondiale de la santé (OMS) et le jour de la réunion de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) où il sera à nouveau discutée de la levée des brevets déposée par l'Afrique du Sud, l'Inde, une centaine d'ONG et à laquelle s'opposent la France de Macron, L'Union Européenne et les USA toutes les organisations et personnalités engagées dans cette campagne unitaire appellent des rassemblements dans plusieurs villes.

RASSEMBLEMENT PARISIEN À BERCY À 11 H LE JEUDI 11 MARS

SANOFI : LES PROFITS PASSENT AVANT TOUT

Le jeudi 4 mars, les salariéEs de Sanofi se sont mobiliséEs à l'appel de SUD et de la CGT contre la suppression de 1700 postes et les menaces de démantèlement de secteurs d'activité. Une colère et une détermination légitimes, car les actionnaires vont toucher 4 milliards d'euros... en dormant. Le groupe pharmaceutique soigne d'abord ses actionnaires avant de soigner la population. Il produit des profits et non plus des médicaments. Il distribue des dividendes et non pas des vaccins. C'est criminel car comme le soulignent des chercheurs de Sanofi : « plus ça traîne pour le vaccin, plus le virus mute ». Une lutte qui mobilise aussi l'ensemble de la société, pour exiger la réquisition de Sanofi afin de fabriquer – enfin – des vaccins.

Agnès Pannier-Runacher, la secrétaire d'État en charge du dossier en lien avec Bercy, se démène pour travestir la réalité et dédouaner la direction de Sanofi. Une vraie DirCom (directrice de la communication) de Sanofi, une posture ridicule et scandaleuse qui frise le conflit d'intérêts. Mais elle aura du mal à reconforter Olivier Bogillot, le patron de Sanofi France, qui se plaint à travers les médias du Sanofi bashing. Alors, les Sanofi de tous les sites continueront à se battre.

Les salariéEs de Sanofi manifesteront devant le

ministère des finances à Bercy, puis rue La Boétie devant le siège social du groupe.

RENCONTRE AUTOUR DU LIVRE
**"PANDÉMO-POLITIQUE :
RÉINVENTER LA SANTÉ EN COMMUN"**

NPA
sante-secu-social.npa2009.org

Avec **Jean Paul Gaudillère,**
Caroline Izambert
et **Pierre-André Juven,**
auteurs de l'ouvrage

Rencontre animée par
Franck Prouhet
médecin et militant du NPA

Jean-Paul Gaudillère
Caroline Izambert
Pierre-André Juven
**Pandémo-
politique**
Réinventer la santé
en commun

La Découverte

Samedi 20 mars, à 15h30 à la librairie la Brèche
27 rue Taine Paris 12ème (M° Daumesnil)

La discussion sera diffusée en même temps sur les réseaux sociaux.
Facebook @NPA2009 | Youtube NPA - L'Anticapitaliste | Twitter @NPA_officiel